



Conseil de sécurité

CS/10575

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6734^e séance – matin

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL APPELLE À TIRER PARTI DES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES DANS LE MONDE ARABE

M. Ban Ki-moon et plusieurs délégations appellent le Conseil de sécurité à s'exprimer d'une seule voix en Syrie

Le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, a, ce matin, présenté sa vision pour une évolution positive du « printemps arabe », lors d'un débat sur les défis et les opportunités au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. La discussion, que présidait le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, M. William Hague, à laquelle participaient aussi ses homologues russe, américain, français, allemand, portugais et guatémaltèque, a porté en grande partie sur la Syrie.

Le choix de réformes pacifiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord après les événements du printemps arabe de 2011, ainsi qu'une approche internationale différente, sont des éléments essentiels de la voie à suivre prônée par M. Ban.

Pour tirer davantage parti de ces révoltes, le Secrétaire général a demandé que les dirigeants des pays concernés respectent les minorités et qu'ils assurent l'autonomisation des femmes afin que celles-ci aient leur part d'influence dans les décisions.

Il convient également d'offrir de nouvelles chances aux jeunes fortement touchés par le chômage, a ajouté M. Ban, soulignant la nécessité pour les pays arabes de créer 50 millions d'emplois pendant la décennie en cours.

Il a en outre souhaité que les efforts se poursuivent en Égypte, pour un transfert pacifique du pouvoir à un gouvernement civil, et qu'un dialogue avec tous soit établi au Bahreïn.

Plus largement, le Secrétaire général a appelé à instaurer une paix durable dans toute la région.

En ce qui concerne le dossier libyen, si le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, M. Sergey Lavrov, a regretté que le Conseil de sécurité ait été « manipulé », son homologue de la France, M. Alain Juppé, a estimé que celui-ci avait su prendre ses responsabilités. « La France est fière d'avoir adopté ce texte qui a pu protéger le peuple libyen », a-t-il déclaré.

Outre les appels répétés à la poursuite d'un processus de paix durable au Moyen-Orient et à une solution définitive au conflit israélo-palestinien, c'est la Syrie qui a occupé le premier plan des différentes interventions, suscitant, de la part des délégations, réprobation et espoir.

Beaucoup ont notamment appelé à résoudre cette crise par le biais d'une transition fondée sur le plan de la Ligue des États arabes.

M. Hague a plaidé pour l'adoption d'une résolution par laquelle le Conseil de sécurité exigerait la cessation des violences perpétrées par le Gouvernement contre sa population. « Nous

devons agir maintenant pour arrêter le bain de sang en Syrie mais également pour l'avenir à long terme de la région », a affirmé le Chef de la diplomatie britannique.

Le Secrétaire général a expliqué que le Gouvernement syrien n'avait pas assumé sa responsabilité visant à protéger son propre peuple. « Ses opérations honteuses se poursuivent », a-t-il dit.

Pour M. Lavrov, si les autorités syriennes portent une « énorme part de responsabilité » dans la situation actuelle, elles n'en demeurent pas moins confrontées aux « forces libres syriennes » et à des groupes extrémistes comme Al-Qaida qui ont récemment commis de graves crimes terroristes. À l'instar du représentant du Pakistan, il a aussi insisté sur la nécessité d'éviter toute ingérence extérieure.

« Le respect de la souveraineté ne doit cependant pas se traduire par le silence », a jugé, pour sa part, la Secrétaire d'État américaine, Mme Hillary Clinton, en déplorant que le Conseil de sécurité ne soit même pas parvenu à condamner la violence en Syrie.

À cet égard, le Secrétaire général a exprimé l'espoir qu'il a placé dans l'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, M. Kofi Annan, qui s'est rendu en Syrie ce week-end, après d'intensives consultations à New York et au Caire.

« Je joins ma voix à celle de Kofi Annan pour demander au Président syrien d'agir promptement, dans les prochains jours, en réponse à ces propositions », a déclaré M. Ban. « J'appelle aussi le Conseil de sécurité à s'unir fermement pour mettre fin à la violence et pour soutenir la mission de M. Annan », a-t-il ajouté. Beaucoup ont relayé cet appel à « parler d'une seule voix ».

Enfin, face aux craintes, en particulier en Occident, de la montée d'un islam politique, le Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, M. Guido Westerwelle, a observé que la notion selon laquelle l'islam et la démocratie seraient incompatibles était « erronée ». Le Secrétaire général avait auparavant demandé de se « départir de la présomption selon laquelle le monde arabe n'est pas prêt pour la démocratie ».

En fin de séance, le représentant du Maroc a repris la parole pour regretter qu'une délégation ait « soulevé une question qui n'avait rien à voir avec le débat ».

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

Déclarations

M. BAN KI-MOON, Secrétaire général de l'ONU, a recensé les changements intervenus l'an dernier qui ont transformé la région du Moyen-Orient, notamment en Tunisie, en Libye et au Yémen. Les peuples de la région continuent de lancer des appels à la liberté, aux droits de l'homme, à la dignité, pour que les gouvernements prennent leurs responsabilités, mettent fin à la corruption et au monopole du pouvoir. Tout en saluant ces mouvements spontanés en faveur de la démocratie, le Secrétaire général a reconnu son prix en vies humaines et en souffrances. En Égypte, il faut, a-t-il dit, continuer à appeler à un transfert pacifique du pouvoir à un gouvernement civil et au Bahreïn, il faut arriver à mener un dialogue avec tous.

M. Ban a également cité le cas de la Syrie où un appel populaire pacifique a conduit à une spirale de violence, plongeant le pays et toute la région dans l'incertitude. Il a expliqué que le Gouvernement syrien n'avait pas assumé sa responsabilité visant à protéger son propre peuple, ayant au contraire attaqué militairement les citoyens de plusieurs villes. « Ces opérations honteuses se poursuivent », a-t-il dit.

Le Secrétaire général a remercié le Conseil de sécurité pour son soutien aux efforts humanitaires des Nations Unies, rappelant que la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Mme Valerie Amos, qui vient de se rendre sur le terrain, poursuivait actuellement ses efforts pour obtenir un accès humanitaire sans entrave. Il a aussi rappelé les conclusions de la

Commission internationale d'enquête pour la Syrie selon laquelle les forces gouvernementales syriennes ont commis des violations systématiques des droits de l'homme qui peuvent constituer des crimes contre l'humanité.

Malgré tout, le conflit s'aggrave, a relevé M. Ban, soulignant l'augmentation du nombre de personnes qui fuient leur pays pour se réfugier dans les pays voisins. En outre, de plus en plus de groupes prennent les armes, a-t-il averti, incitant la communauté internationale à faire cesser de toute urgence la violence. L'Assemblée générale s'est clairement exprimée lorsqu'elle a soutenu l'appel en ce sens de la Ligue des États arabes, a-t-il précisé.

L'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, M. Kofi Annan, s'est rendu en Syrie ce week-end, après d'intensives consultations à New York et au Caire, a poursuivi le Secrétaire général. M. Annan a rencontré à Damas le Président de la Syrie, ainsi que des représentants de l'opposition, de la société civile, du monde des affaires, ainsi que des dirigeants religieux. Il a eu des discussions avec M. Bashar Al-Assadet lui a présenté des propositions concrètes, l'exhortant à prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à la violence et aux abus et pour résoudre la crise humanitaire. Il l'a aussi encouragé à s'engager dans un processus politique dirigé par les Syriens qui vise à répondre aux aspirations du peuple.

« Je joins ma voix à celle de Kofi Annan pour demander au Président syrien d'agir promptement, dans les prochains jours, en réponse à ces propositions », a déclaré M. Ban. « J'appelle aussi le Conseil de sécurité à s'unir fermement pour mettre fin à la violence et pour soutenir la mission de M. Annan. »

Le Secrétaire général a dit apprécier les initiatives récentes de la Fédération de Russie et de la Chine, notamment leur engagement avec la Syrie et la Ligue des États arabes. Il a souhaité que le Conseil se manifeste d'une seule voix et parvienne à un consensus pour adopter une résolution qui exprime une ferme détermination.

Exprimant sa vision élargie de la situation, le Secrétaire général a mis l'accent sur l'importance pour les dirigeants de la région de choisir la voie d'une réforme pacifique, au lieu de se contenter de changements superficiels. Il faut, de même, promouvoir le pluralisme et protéger les droits des minorités, ainsi qu'autonomiser les femmes qui doivent avoir leur part d'influence dans les décisions. Il convient aussi d'offrir de nouvelles chances aux jeunes, a ajouté le Secrétaire général, soulignant la nécessité pour les pays arabes de créer 50 millions d'emplois pendant la décennie. Enfin, il a appelé à une paix dans toute la région, alors que le processus continue de stagner.

Par ailleurs, le Secrétaire général a fait état de l'incertitude qui règne de nouveau à Gaza, se disant très préoccupé par l'escalade récente entre Gaza et Israël. J'ai appelé les dirigeants israéliens et palestiniens à entreprendre des changements dans la région, a-t-il dit, annonçant s'être réuni ce matin même avec les membres du Quatuor. « Nous devons établir des conditions favorables à des négociations qui aboutissent à résoudre les questions du statut permanent », a-t-il affirmé.

Enfin, M. Ban a rappelé la révolte, il y a 20 ans, contre la tyrannie d'Europe de l'Est pour laquelle la communauté internationale avait été prompte à apporter son aide. Celle-ci doit s'engager à nouveau, a-t-il dit. « Nous devons nous départir de la présomption que le monde arabe n'est pas prêt pour la démocratie et que la sécurité doit prévaloir sur les droits de l'homme », a-t-il ajouté. Il a aussi souligné que les Nations Unies devaient mettre à jour leur approche dans la région.

M. WILLIAM HAGUE, Secrétaire d'État aux affaires étrangères et au Commonwealth du Royaume-Uni, a estimé que le printemps arabe était l'événement le plus significatif du début du XXI^e siècle. « Nous le voyons de façon positive car il offre la possibilité de développer les libertés humaines, vers des sociétés stables et prospères au Moyen-Orient », a-t-il expliqué. Il a souligné que ce processus dans la région réclamait également une solution pour la Palestine et Israël, et le règlement de la question nucléaire en Iran. En outre, si la Syrie sombre dans la guerre civile, tous les espoirs seront gâchés, a-t-il dit, notant en revanche des progrès en Tunisie, en Libye et dans d'autres pays.

Les pays du printemps arabe connaîtront des revers dans l'avenir, a-t-il ajouté, et c'est pourquoi le Royaume-Uni les appuie dans cette transition sur le long terme, tout comme l'Union européenne. Cet appui doit se fonder sur trois principes. Le premier d'entre eux est l'universalité des droits de l'homme, lesquels sont des aspirations fondamentales des êtres humains. Les gouvernements qui ignorent les droits de l'homme le font à leurs dépens, a-t-il dit, soulignant que la répression était une politique d'échec qui ne pouvait pas construire la stabilité. Le deuxième principe fondamental de l'appui international aux pays du printemps arabe est, selon M. Hague, l'absence d'un modèle unique de démocratie. Il appartient aux populations de chaque pays de développer leur démocratie, conformément à leurs cultures, et il est impératif de respecter les choix que font les populations arabes par leur bulletin de vote, a-t-il souligné. Enfin, la réforme politique et la réforme économique vont de pair, a-t-il déclaré, appelant la communauté internationale à faire preuve de patience et à ne pas se détourner de la région.

Le Secrétaire d'État a enfin averti que tous ces progrès échoueraient sans une réponse déterminée à la situation en Syrie. Il a par conséquent appelé le Conseil de sécurité à faire preuve de détermination et de leadership sur ce dossier, plaidant pour l'adoption d'une résolution pour la cessation des violences perpétrées par le Gouvernement contre sa population. « Nous devons agir maintenant pour arrêter le bain de sang en Syrie mais également pour l'avenir à long terme de la région », a-t-il dit.

M. ALAIN JUPPÉ, Ministre des affaires étrangères et européennes de la France, a rappelé les bouleversements sans précédents qu'a connus cette année le monde arabe. Il a salué la détermination admirable des peuples concernés en relevant l'universalité des aspirations démocratiques. En Tunisie et en Égypte, ce sont les peuples qui par eux-mêmes ont obtenu le départ des dirigeants, tandis qu'en Jordanie et au Maroc les dirigeants ont fait le choix courageux du dialogue, a-t-il remarqué. M. Juppé a aussi observé que rien n'était définitivement réglé et que « les transitions démocratiques demandent du temps ».

En ce qui concerne la Libye, le Ministre a rappelé que le Conseil de sécurité avait décidé, par sa résolution 1970 (2010), d'imposer des sanctions et de saisir la Cour pénale internationale (CPI), « face à un dictateur qui promettait des massacres ». Les organisations régionales, notamment l'Union africaine et la Ligue des États arabes, ont appelé à agir. « La France est fière d'avoir adopté ce texte qui a pu protéger le peuple libyen », a dit le Ministre des affaires étrangères. Il a estimé que « remettre en cause la légitimité de notre action, c'est insulter tous les Libyens qui se battent pour la liberté ». Le Conseil a su prendre ses responsabilités, a-t-il estimé. Maintenant qu'un Gouvernement d'unité nationale a été désigné et que les tensions ont été apaisées, c'est une nouvelle ère qui s'ouvre dans l'histoire du Yémen, a-t-il dit.

Abordant « la tragédie syrienne », M. Juppé a estimé que la situation est chaque jour plus inacceptable. Sourd aux appels du peuple et de la communauté internationale, le régime s'enfoncé dans la violence, a-t-il constaté, soulignant les conclusions du rapport de la Commission d'enquête internationale qui sont accablantes pour le régime. Il s'est indigné des entraves à l'accès humanitaire, indiquant que la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires, Mme Valerie Amos, s'était dite « horrifiée » par ce qu'elle a vu sur place et qualifiant Homs de ville martyre. Il a insisté sur le fait que les crimes du régime syrien ne sauraient rester impunis, que le jour viendrait où les autorités civiles et militaires de ce pays devront répondre de leurs actes devant la justice et qu'il convient de préparer dès à présent les conditions d'une saisine de la CPI.

M. Juppé a appelé à résoudre la crise par le biais d'une transition fondée sur le plan de la Ligue des États arabes, ajoutant que la résolution de l'Assemblée générale du 16 février et le vote du 4 février du Conseil de sécurité témoignaient qu'il n'y avait pas d'autre issue pacifique possible. Le jour viendra où les autorités civiles et militaires devront répondre de leurs actions, a-t-il affirmé, soulignant aussi la « responsabilité historique » du Conseil de sécurité. Être membre du Conseil, c'est se mobiliser concrètement en faveur de la paix et de la sécurité du monde, en agissant maintenant pour le peuple syrien, a-t-il déclaré. Rappelant qu'un projet de résolution était en cours de discussion, il a jugé inacceptable que le Conseil soit empêché d'assumer ses responsabilités. Il a donc appelé la Chine et la Fédération de Russie à se joindre à ces efforts.

M. Juppé a posé la question des mesures à prendre au Moyen-Orient. N'est-il pas naturel qu'un État palestinien voit le jour, a-t-il demandé. Après tant d'échecs, il a estimé que le moment était venu de changer de méthode. Il a rappelé l'appel lancé le 23 septembre dernier par le Président de la France devant l'Assemblée générale des Nations Unies et a assuré que la France ferait tout ce qui est en son pouvoir pour qu'une paix juste et durable s'installe.

Enfin, sur la question de l'Iran, le Ministre a fustigé la poursuite d'un programme nucléaire militaire et « un régime qui promet de rayer Israël de la carte », qui réprime en outre les aspirations de son peuple à la paix et à la démocratie. M. Juppé a exhorté le Conseil à rester ferme en citant « deux issues également inacceptables: un Iran doté de l'arme nucléaire ou un Iran bombardé ». « Ce que nous confirme la tragédie qui se déroule en Syrie, c'est que le principe de légitimité est un principe cardinal pour tout gouvernement », a encore insisté M. Juppé en estimant que « le jour où un gouvernement perd sa légitimité aux yeux de son peuple, ce jour-là, ce gouvernement est condamné ».

M. HAROLD CABALLEROS, Ministre des affaires étrangères du Guatemala, a estimé que le thème du débat d'aujourd'hui, quoique fascinant, posait un immense défi et le risque de diluer le message du Conseil. « Il serait présomptueux de notre part d'offrir des interprétations de la signification de ce qui a été appelé « le printemps arabe », a-t-il expliqué, souhaitant néanmoins partager les enseignements tirés de l'expérience du Guatemala et de l'Amérique centrale en matière de transition démocratique, malgré les énormes différences historiques, culturelles, religieuses et politiques entre les deux régions. Il a notamment insisté sur le fait que chaque situation était unique. Au Guatemala, par exemple, la transition a exigé l'adoption d'un projet de nation multiethnique, pluriculturelle et multilingue, conformément aux réalités du pays. Le Ministre a également rappelé l'importance des valeurs culturelles, qui doivent être compatibles avec les sociétés démocratiques et l'engagement en faveur du progrès économique et social. Il est notamment essentiel que tous les individus bénéficient des mêmes opportunités, quels que soient leur sexe, leur ethnicité ou leur race, a-t-il dit. En outre, les progrès ne sont pas linéaires et réclament le renforcement des institutions dans divers domaines, a-t-il ajouté.

M. Caballeros a souligné que les processus de démocratisation devaient répondre aux aspirations des populations et des sociétés nationales. Ils doivent être le produit d'une appropriation nationale et non imposés depuis l'extérieur, a-t-il insisté, réaffirmant l'importance d'institutions solides de lutte contre l'impunité, de transparence des financements publics et d'administration de la justice, notamment dans le contexte de l'apparence de cartels criminels transfrontaliers. En Amérique latine et en Amérique centrale en particulier, la transition vers la démocratie a été accompagnée d'un renforcement important de la coopération interrégionale, a-t-il aussi expliqué, se félicitant dans cette perspective du rôle croissant joué par la Ligue des États arabes au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Enfin, il a appelé à ne pas oublier la nécessité impérieuse de promouvoir le développement économique et social, surtout dans des sociétés marquées par de graves inégalités. Le printemps arabe évoque des sentiments qui sont de nature positive, a conclu le Ministre. « C'est pourquoi je me suis concentré sur les opportunités plus que sur les défis », a-t-il expliqué.

M. SERGEY LAVROV, Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, a indiqué suivre avec intérêt les processus démocratiques en Égypte, en Tunisie et en Libye. « Nous fournissons une assistance humanitaire et sommes prêts à aider au relèvement économique de ces pays », a-t-il dit. Tirant les premières conclusions de ces événements, il a dit que les objectifs ne pouvaient être atteints en manipulant le Conseil de sécurité, expliquant que cela ne pouvait que saper la crédibilité du Conseil et éroder la confiance entre ses membres. Les organisations et les pays chargés de mettre en œuvre les mandats du Conseil doivent informer précisément le Conseil des mesures qu'ils ont prises, a-t-il demandé, citant le cas de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) qui a proposé de mettre en place une zone de non-bombardement en Libye mais avait en réalité entrepris des bombardements massifs. Il a regretté qu'aucune enquête n'ait été menée sur les civils tués par ces bombardements. Le Secrétaire général doit faire toute la lumière en invoquant la Déclaration conjointe des Nations Unies et de l'OTAN de 2008 sur la coopération entre les Secrétariats de l'ONU et de l'OTAN, a-t-il affirmé.

Pour M. Lavrov, l'ingérence extérieure qui utilise des forces militaires ne fait qu'augmenter la menace de prolifération illicite d'armes et, de ce fait, met en danger la stabilité de la région. « Nous devons tirer des conclusions de la situation en Syrie », a-t-il ajouté, expliquant que certaines mesures,

comme l'imposition de sanctions unilatérales qui causent des difficultés économiques et des tensions sociales, risquaient de continuer de propager le conflit au lieu de promouvoir le dialogue. Le Ministre a reconnu que les autorités syriennes portaient une « énorme part de responsabilité » de la situation actuelle. Mais, il a rappelé que ces autorités étaient désormais confrontées non pas à des personnes non armées, mais aux « forces libres syriennes » et à des groupes extrémistes comme Al-Qaida qui ont récemment commis de graves crimes terroristes.

« Si nous voulons sincèrement mettre un terme à la violence, il ne faut pas discuter pour savoir qui est le premier responsable, mais plutôt chercher à suivre des approches réalistes », a recommandé le Ministre russe. Il a énoncé cinq principes à suivre dans ce cadre: faire cesser la violence de toute origine; établir des mécanismes de contrôle impartial; éviter toute ingérence extérieure; établir un accès humanitaire sans entrave à tous les Syriens; et fournir un appui clair à la mission de M. Kofi Annan pour lancer un dialogue politique. « Nous sommes prêts à accepter la résolution du Conseil comme elle avait été préparée, mais malheureusement pas celle qui avait été soumise au vote », a-t-il dit.

Le Chef de la diplomatie russe a ensuite appelé à ne pas prendre le printemps arabe comme prétexte pour affaiblir l'attention portée sur la question palestinienne. Il a estimé que le potentiel de conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord resterait élevé tant qu'on ne parviendrait pas à un règlement global. La communauté internationale doit donc redoubler d'efforts, en particulier le Quatuor, a-t-il demandé. Il a encouragé les membres du Quatuor à se réunir régulièrement pour mettre en place un environnement propice aux pourparlers directs. Il a réaffirmé sa proposition d'établir une plus grande coopération entre le Quatuor et les structures pertinentes de la Ligue des États arabes. Enfin, M. Lavrov a félicité la Jordanie pour son initiative de tenir des réunions à Amman entre Israéliens et Palestiniens.

Mme HILLARY RODHAM CLINTON, Secrétaire d'État des États-Unis, a déclaré que tous les mouvements démocratiques dans les pays arabes répondaient aux aspirations des populations pour leurs droits. « Nous sommes inspirés par le courage des peuples de la région », a-t-elle assuré, soulignant la nécessité d'appuyer ces efforts. « Nous savons que ces révolutions ne sont pas les nôtres mais, en tant que communauté internationale, nous disposons des ressources et des capacités de soutien à ces changements pacifiques », a-t-elle ajouté.

Concernant la Libye, Mme Clinton a assuré de sa détermination à continuer de soutenir le Gouvernement et le peuple libyens, notamment face aux dangers liés à l'extrémisme et à la persistance de groupes armés dans le pays. Le succès de la Libye ne sera pas illustré par la mort d'un dictateur mais bien par le succès de la transition vers une société démocratique et pacifique, a-t-elle souligné. Elle s'est en outre félicitée de la tenue des élections présidentielles au Yémen. Alors que le pays poursuit sa transition et la réforme de sa Constitution, et fait face à ses défis sécuritaires et humanitaires, il est aussi nécessaire de continuer à le soutenir, a-t-elle dit.

Mme Clinton a ensuite déploré que le Conseil de sécurité ne soit même pas parvenu à condamner la violence en Syrie, estimant que le respect de la souveraineté ne devait pas se traduire par le silence. Elle a jugé cynique que l'armée syrienne continue ses exactions alors même que l'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, M. Kofi Annan, était reçu par le Président syrien. Le moment est venu pour tous les pays de s'associer derrière la démarche humanitaire mise en avant par la Ligue des États arabes, a-t-elle dit, souhaitant que la communauté internationale parle d'une seule voix pour dire qu'il faut arrêter les massacres et avancer vers la transition politique qui a été offerte aux populations de la Tunisie, de la Libye ou de l'Égypte.

De nombreux pays sont fin connaisseurs de la façon dont on bâtit des démocraties, comme l'a montré l'intervention du Guatemala, a poursuivi la Secrétaire d'État, appelant à sauvegarder partout les principes de la démocratie et des droits de l'homme. Les peuples du printemps arabe ont la possibilité de répondre aux questions que certains se posent sur la compatibilité entre l'islam et ces principes, a-t-elle dit, soulignant à cet égard la responsabilité qui incombe aux partis nouvellement élus dans ces pays. Les transitions politiques réussies sont celles qui engendrent des espoirs économiques rapidement, a-t-elle aussi expliqué, appelant les gouvernements de la région à travailler au développement de la croissance et de leur secteur privé. Elle a notamment plaidé pour un renforcement du programme du Fonds monétaire international (FMI) avec l'Égypte.

Enfin, Mme Clinton a appelé la transition dans la région à accorder toute leur place aux femmes. Cette transition échouera si on omet d'y intégrer la moitié de la population, a-t-elle insisté, et si l'on ne donne pas toute sa place à la société civile. La Secrétaire d'État a aussi averti que personne dans la région ne serait exempté des exigences de changement, dénonçant l'hypocrisie de l'Iran qui prétend défendre des principes alors qu'il réprime sa population et soutient la répression en Syrie. Elle a également plaidé pour une paix négociée entre Israël et la Palestine.

Condamnant très fermement le lancement de roquettes depuis Gaza sur Israël, elle a appelé toutes les parties à prendre les mesures nécessaires pour favoriser la paix, et à résister aux appels des démagogues, dans un esprit de compromis.

M. PAULO SACADURA CABRAL PORTAS, Ministre des affaires étrangères de Portugal, a rappelé une vieille règle en politique selon laquelle « échouer les réformes conduit à la révolution ». Les pays de la région ont maintenant l'opportunité de mettre en place des gouvernements élus démocratiquement, de renforcer, de protéger et de promouvoir l'état de droit. La communauté internationale doit saisir cette opportunité pour promouvoir les principes des Nations Unies partagés par tous de renforcer un ordre mondial pacifique, prospère et stable. Le Portugal suggère, a-t-il dit, que pour accompagner ces changements, « nous ne devons pas commettre les erreurs du passé ». Pour cela, il est essentiel que le processus reste entre les mains des peuples. Il a mis l'accent sur la nécessité de résister à la tentation d'exporter des modèles politiques. Il faut, a-t-il ajouté, accepter la participation des partis islamiques comme une chose naturelle dans un processus politique. La liberté religieuse est essentielle pour la dignité humaine et il convient de garder à l'esprit que construire une société démocratique prend du temps et exige de la patience.

L'intégrité territoriale et la cohésion sociale de ces pays doivent toujours être considérées, a également observé le Ministre. Sur la question syrienne, il a rappelé que la communauté internationale avait clairement condamné la répression. Mais le régime de M. Assad est resté sourd à ces appels, a-t-il ajouté, espérant que la nomination de l'Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes permettrait de mettre fin à la violence. « Sa mission représente la dernière opportunité d'éviter à la Syrie de tomber dans la guerre civile », a averti M. Cabral Portas.

Au sujet du conflit israélo-palestinien, il a dit que les changements au Moyen-Orient avaient rendu la recherche d'une solution très urgente. Il a déploré le manque de volonté politique pour y parvenir. Pour lui, les Européens ont une responsabilité particulière dans ce contexte, et ils doivent jouer un rôle actif pour briser le blocage actuel. « Nous appelons les Israéliens à arrêter les implantations de nouvelles colonies, les destructions des habitations des Palestiniens, car ces activités rendent impossible la solution à deux États », a-t-il assuré.

M. GUIDO WESTERWELLE, Ministre des affaires étrangères de l'Allemagne, a estimé que les changements dans le monde arabe étaient le reflet d'une mondialisation des valeurs et d'une exigence de la part des populations du monde pour le respect universel des droits de l'homme. « Nous n'en sommes qu'au début », a-t-il dit, assurant qu'à long terme, toutes les populations de la région, et leurs voisins de l'Union européenne, en tireraient les bénéfices. Le soutien de l'Allemagne aux transitions dans ces pays repose sur trois principes, a-t-il expliqué, l'appropriation des réformes par les pays eux-mêmes, le respect des spécificités de chaque pays de la région, et la reconnaissance que la route vers la démocratie n'est pas linéaire, et réclame patience et détermination. La liberté et la démocratie ont besoin d'une perspective économique prometteuse, a aussi souligné le Ministre. L'Allemagne a donc proposé aux pays de la région des « partenariats de la transformation », avec un accent mis sur l'éducation, qui est la clef du succès économique.

Beaucoup en Occident craignent la montée de l'islam politique, a-t-il expliqué, mais la notion selon laquelle l'islam et la démocratie sont incompatibles est erronée. Insistant sur la nécessité de respecter les traditions culturelles, il a néanmoins souhaité des engagements clairs en faveur des droits de l'homme, de l'état de droit, du respect des minorités, de la tolérance religieuse et de la paix. Les femmes ont été une force de changement dans la région, a-t-il notamment déclaré, et il faut donc y renforcer leurs droits.

M. Westerwelle a aussi rappelé que les changements au Moyen-Orient et en Afrique du Nord rendaient encore plus urgent de progresser vers une solution à deux États pour Israël et la Palestine. En outre, un Iran disposant d'armes nucléaires n'est pas acceptable, a-t-il dit, assurant qu'il y avait encore du temps pour la diplomatie mais que le régime iranien, au-delà de la question nucléaire, avait échoué à répondre aux exigences légitimes de sa population. Enfin, il a estimé que le Yémen avait actuellement une authentique chance de parvenir à la réconciliation nationale.

Concernant la situation en Syrie, le Ministre a déploré l'échec du Conseil de sécurité à assumer ses responsabilités, saluant le courage de la population syrienne face à la répression et à la violence. « Trop de temps a été perdu, et j'appelle la Fédération de Russie et la Chine, en tant que membres permanents, à ouvrir la voie au Conseil pour qu'il agisse », a-t-il déclaré, plaidant pour la fin de la violence, la liberté d'accès pour l'aide humanitaire, et le début d'un processus de transition pacifique dirigé par les Syriens, sur la base des décisions de la Ligue des États arabes. Envoyer un message fort et prendre des mesures efficaces: « c'est ce que nous devons au peuple de Syrie », a-t-il conclu.

M. KODJO MENAN (Togo) a estimé que le printemps arabe représentait une révolution comparable à celle de la France en 1789. La jeunesse de la région s'est levée comme un seul homme pour réclamer plus de justice, d'égalité, et une meilleure répartition des richesses, a-t-il dit, rappelant que si le départ d'un dirigeant pouvait s'obtenir au bout de quelques mois, la mise en place d'une société démocratique requerrait plus de temps et de sacrifices. Les défis au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont ceux de la reconstruction de ces pays, dont la justice, l'égalité et les droits de l'homme constitueront désormais les fondements, a-t-il expliqué. Dans cette perspective, il a souligné que le rétablissement de la paix, de la sécurité et de l'unité nationale étaient prioritaires. En outre, des milliers de personnes ont dû fuir leurs maisons pour se réfugier dans d'autres régions ou dans des pays voisins, une situation qui appelle à l'aide humanitaire urgente de la communauté internationale, a-t-il rappelé.

Au-delà de ces défis, les bouleversements dans le monde arabe offrent aussi des opportunités, a poursuivi le représentant, notamment l'instauration de la liberté d'expression et du choix des dirigeants par le peuple. Les révolutions au Moyen-Orient rappellent l'importance d'instaurer une bonne gouvernance politique et économique qui favorise le développement, a-t-il dit, appelant à placer l'homme au centre du développement de ces pays. Toutefois, à eux seuls, les nouveaux pays démocratiques ne sauraient se reconstruire, a-t-il observé, souhaitant que la communauté internationale les accompagne sur ce chemin, en leur apportant une aide économique substantielle. Comme tout élan de liberté, les revendications populaires du monde arabe constituent un pari, a conclu M. Menan, et comme tout pari, elles devraient être accompagnées.

M. MOHAMMED LOULICHKI (Maroc) a estimé que personne ne pouvait minimiser les défis au Moyen-Orient et a constaté une escalade de la violence dans la région récemment. Il a dénoncé la politique d'occupation qu'Israël poursuit en dépit des accords signés. Israël continue ses activités de colonies de peuplement, de construction du mur, ainsi que le bouclage de Gaza, sans laisser la possibilité de reprendre les négociations pour une paix juste et durable, a-t-il observé. C'est, selon lui, ce défi pressant que le Conseil de sécurité devrait relever et essayer de résoudre le plus rapidement possible. Les États les plus influents doivent inciter les parties à trouver une solution durable, avec un État palestinien vivant en paix avec Israël, a-t-il demandé.

En ce qui concerne la Tunisie, le représentant a constaté que les changements se poursuivent dans le sens de la démocratie. « La Tunisie est un nouvel acteur pour la coalition du monde arabe que nous souhaitons », a-t-il dit. Passant à la Libye, il a estimé que le peuple libyen était dans une meilleure situation qu'au cours des 40 dernières années, avec maintenant un État démocratique uni et inclusif. Sorti victorieux, le peuple libyen s'est illustré par son courage, a-t-il noté. Il s'est aussi félicité de l'engagement du peuple égyptien pour la démocratie et la justice.

S'agissant du Yémen, il a rappelé qu'il avait pu mettre en œuvre un transfert de pouvoir, avec l'aide des Nations Unies. Le représentant a ensuite regretté la tragédie que vivait le peuple syrien depuis un an, craignant une guerre civile. Il s'est félicité du fait que M. Kofi Annan ait été nommé Envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes et a espéré qu'un accès humanitaire sans entrave serait bientôt établi. « Nous voulons parler d'une seule voix en mettant en œuvre les résolutions de la Ligue des États arabes », a-t-il dit.

Au Maroc, les réformes ont conduit à un élan démocratique et ont créé davantage de libertés individuelles et sociales, a poursuivi le représentant. Le Maroc a pris des mesures de poids en matière de réformes constitutionnelles, a-t-il poursuivi, soulignant que le nouveau Gouvernement avait entrepris de lutter contre la corruption. « Nous sommes prêts à continuer de partager notre expérience avec nos frères dans tous les domaines, notamment dans celui du renforcement des capacités en matière d'état de droit », a expliqué M. Loulichki. Il a estimé qu'aucun État de la région ne pouvait faire face à lui seul au terrorisme et assurer la démocratie. Personne ne peut sous-estimer la volonté du peuple arabe à surmonter les difficultés, a-t-il conclu.

M. LI BAODONG (Chine) a estimé que l'évolution de la situation au Moyen-Orient avait des incidences majeures sur l'économie mondiale, dont le relèvement sera difficile sans la stabilité de la région, ainsi que sur la paix dans le monde. Les raisons des troubles au Moyen-Orient et en Afrique du Nord sont multiples, et appellent à une vision intégrée de la part de la communauté internationale, a-t-il dit. Les souhaits et les exigences des populations de ces pays doivent être respectés, a-t-il souligné, rappelant que la responsabilité première de la situation au Moyen-Orient incombait aux populations de ces pays. Ces populations doivent régler leurs différends par des moyens pacifiques, sans recourir à la violence, a-t-il ajouté, demandant à toutes les parties le rétablissement de la stabilité et de l'ordre dans tous les pays, aussi tôt que possible.

Doivent aussi être respectées la souveraineté et l'intégrité territoriale des pays de la région, a expliqué le représentant, se disant opposé à toute intervention militaire extérieure et estimant que les sanctions ou la menace de sanctions ne permettraient pas de créer les conditions propices au règlement des différends. En outre, aucune partie ne peut interpréter une résolution du Conseil de sécurité de manière parcellaire et sélective, a-t-il dit, refusant toute ingérence dans les affaires extérieures sous des prétextes humanitaires.

La Chine appuie la création d'un État palestinien sur la base des frontières de 1967, a poursuivi le délégué chinois, déplorant l'impasse dans le processus de paix et se disant préoccupé par les nouveaux troubles qui ont éclaté ces derniers jours. Il s'est en outre déclaré favorable à une plus grande implication de M. Kofi Annan au Moyen-Orient et a appelé toutes les parties à la fin des violences en Syrie. La situation dans le pays est très complexe et ne pourra pas être réglée en quelques jours, a-t-il expliqué, assurant que la Chine n'appuyait pas une partie plus que l'autre dans le pays et était prête à assumer ses responsabilités pour parvenir à un règlement politique rapide de la situation.

M. HARDEEP SINGH PURI (Inde) a assuré que la relation entre son pays et le monde arabe était unique, à la fois en raison de leurs connexions historiques et culturelles et en raison de la présence de six millions d'Indiens dans la région. L'instabilité en Asie occidentale et en Afrique du Nord est due au désir des populations de jouer un rôle plus important pour définir leur avenir, politiquement et économiquement, a-t-il expliqué, soulignant que ces aspirations ne pouvaient trouver de réponse par la violence et la lutte armée, ni par une interférence extérieure. C'est pourquoi, la communauté internationale doit utiliser tous les outils diplomatiques à sa disposition pour venir en aide aux pays concernés, sans qu'un ensemble de mesures figées puisse y être appliqué de manière unique, a-t-il déclaré, et sans recourir à la force militaire ou à l'armement de la population civile. « Au cours de l'année écoulée, nous avons pu voir que partout où les changements ont eu lieu sans violence, le retour à la normalité a été plus rapide », a-t-il assuré, observant que les changements avaient été acceptés par l'ensemble de la population. Il a notamment plaidé pour le respect des principes de souveraineté nationale, d'indépendance politique et d'intégrité territoriale, et a appelé à éviter toute action basée sur une interprétation sélective ou partielle du mandat des Nations Unies.

En outre, le représentant a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour parvenir à une solution du problème israélo-arabe, y compris du problème israélo-palestinien. « Nous ne pouvons pas nous permettre de laisser ce problème se figer en raison de la préoccupation internationale sur d'autres développements dans la région », a-t-il insisté. Il a notamment souligné le risque d'un sentiment de marginalisation au sein de la population palestinienne, et donc d'une radicalisation de la population. Par conséquent, des mesures immédiates doivent être prises pour mettre fin aux activités de colonisation dans les territoires, a-t-il dit. En outre, l'Inde, plus grande démocratie du monde, est prête à partager ses expériences avec les pays concernés pour bâtir des

institutions démocratiques plurielles, a déclaré M. Puri, citant la conception de cadres constitutionnels, la réforme des secteurs de la sécurité et de la justice, et le développement des ressources humaines.

M. BASO SANGQU (Afrique du Sud) a souligné à quel point les peuples des pays arabes voulaient parvenir à la liberté et au respect des droits de l'homme. Les causes de ces révolutions résident notamment dans le chômage qui touche 30% des jeunes, a-t-il expliqué. Il faudrait créer 50 millions d'emplois d'ici à 2020 pour résoudre ce problème, a-t-il dit, appelant à mener des réformes socioéconomiques pour y arriver. Étant donné « le cordon ombilical » qui relie l'Afrique et le monde arabe, il a expliqué que le continent africain avait été touché de façon très négative par les effets des révolutions arabes. Le représentant a souhaité que soient établis dans les pays de cette région des systèmes répondant aux aspirations du peuple. Il a aussi conseillé de mettre l'accent sur le développement, élément essentiel pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Il a dès lors souhaité que le Conseil se penche sur les questions sociales dans le cadre de ses mandats.

Dans le domaine de la prévention, M. Sangqu a proposé que le Conseil élabore une stratégie de renoncement global du système d'alerte rapide. Il a aussi appelé à renforcer les partenariats avec les institutions régionales et internationales, notamment la Banque mondiale, tout en mettant l'accent sur l'appropriation des mesures prises par les pays. M. Sangqu a rappelé également que le Conseil avait souligné, en janvier dernier, la nécessité de mettre en œuvre l'état de droit, qui est essentiel pour la coexistence pacifique et une justice durable. « Il n'est pas dans l'intérêt de la communauté internationale et du Conseil de sécurité d'utiliser l'épreuve que vit le monde arabe pour poursuivre leurs propres intérêts », a-t-il averti. Il a aussi appelé les Nations Unies à appliquer strictement le droit international.

M. AGSHIN MEHDIYEV (Azerbaïdjan) a déclaré que les bouleversements dans certains pays du Moyen-Orient les mettant sur la voie de la transformation, avaient fondamentalement remodelé les caractéristiques typiques de la région. « Nous croyons, a-t-il dit, que des efforts cohérents et incessants permettront d'atteindre les objectifs des peuples de la région qui aspirent à la liberté, à la démocratie et à des institutions qui respectent les droits de l'homme et l'état de droit. » Il a ajouté que cela demande beaucoup de vigilance et du travail. La violence comme méthode pour réaliser des objectifs politiques ne relève pas elle-même de la démocratie, laquelle ne pouvant être propagée par l'épée ou imposée de l'extérieur, a-t-il déclaré.

L'Azerbaïdjan regrette de voir le manque de progrès dans le processus au Moyen-Orient, a-t-il dit, saluant les efforts de la Jordanie en vue de faire réactiver le dialogue afin de parvenir à une solution. Le représentant de l'Azerbaïdjan a rappelé le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État. Le Conseil de sécurité ne peut pas rester indifférent aux violations graves des droits de l'homme et du droit international dans l'exercice de sa responsabilité principale de maintien de la paix et de la sécurité dans cette région, a-t-il dit. Il doit, selon lui, réagir de manière adéquate sur la façon de mettre un terme à des pratiques et des politiques illégales et faire en sorte que les droits de l'homme et des libertés fondamentales soient respectés et observés. Il est aussi important d'utiliser la diversité culturelle dans la promotion du dialogue et de la réconciliation tout en rejetant les intolérances religieuses et ethniques. Sur la Syrie, le représentant a encouragé toutes les parties à coopérer avec l'Envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes.

M. NÉSTOR OSORIO (Colombie) a souligné que plusieurs pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord connaissaient des phénomènes convergents, avec de profondes inégalités et une exclusion politique, économique et sociale, qui réclamaient un processus de transformation permettant l'ouverture de nouveaux espaces et mécanismes d'expression pour les populations. La réponse de la communauté internationale aux défis et opportunités qui se présentent dans le cadre de ce qui a été appelé le printemps arabe a été construite autour de la prévention et de la cessation des violences, a-t-il analysé, notant que dans une région aussi complexe et vitale pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les autorités étaient confrontées à de grandes difficultés. Pour dépasser l'autoritarisme et l'extrémisme religieux, des élections périodiques ne sont pas suffisantes, a-t-il souligné. La mise en place durable de partis politiques, le renforcement des organisations de la société civile, le pluralisme idéologique, le libre accès à l'information et la jouissance des droits fondamentaux et des droits de l'homme pour la population sont également nécessaires.

À cet égard, le représentant a rappelé que le recours disproportionné à la force contre les civils et les violations systématiques des libertés fondamentales étaient inacceptables. Le travail du Conseil de sécurité dans les pays de la région doit par conséquent, a-t-il plaidé, se baser sur les instruments de diplomatie préventive existants, afin de réduire le risque de conflits armés dans le plein respect de l'intégrité territoriale, de l'unité nationale, de la souveraineté et de l'indépendance politique des États. Le Conseil doit notamment préserver une collaboration étroite avec les organisations régionales, notamment la Ligue des États arabes, l'Union africaine, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) et le Conseil de coopération du Golfe. M. Osorio a enfin souligné que l'appui de la communauté internationale dans ces situations serait plus efficace et plus durable s'il tenait compte des particularités politiques et culturelles des pays de la région, et si les gouvernements et les peuples de ces pays continuaient de travailler ensemble à la consolidation des progrès déjà effectués.

M. ABDULLAH HUSSAIN HAROON (Pakistan) a appelé à respecter le droit des peuples à décider de leur propre destin, à parler et à être entendu, a-t-il dit. Il a condamné l'usage de la force et toutes les violences qui entravent l'exercice des droits de l'homme. Les aspirations légitimes des peuples doivent être respectées de manière pacifique, sans ingérence extérieure et de manière qui respecte la souveraineté et l'intégrité territoriale des États, a-t-il dit. S'il est vrai qu'aucun grand mouvement ne parvient à ses fins sans une certaine aide extérieure, il a rappelé que toute action internationale doit se faire dans le cadre du droit international et des Nations Unies.

M. Haroon s'est félicité des changements qui se sont opérés de façon pacifique lors du printemps arabe. Il n'y aura pas de vrai renouveau arabe sans la paix au Moyen-Orient et il n'y aura jamais de paix dans cette région sans une solution au conflit israélien-palestinien, a-t-il affirmé. «
Pouvons-nous espérer un grand printemps alors que l'hiver relève sans cesse la tête? Je ne le crois pas », a-t-il dit. M. Haroon a appelé à résoudre tous les autres problèmes, comme l'occupation du Golan syrien, invitant à respecter les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a dénoncé les violences des colons, la désacralisation des lieux sacrés, le blocus de Gaza, parmi les actions israéliennes qui entravent les efforts de paix.

M. Haroon a aussi condamné tout tir de roquette depuis Gaza, avant d'affirmer attendre beaucoup du Quatuor. Sur le plan humanitaire, il a demandé l'envoi d'une flottille affrétée par les Nations Unies à Gaza. M. Haroon a rappelé que le prophète a demandé aux musulmans de s'ouvrir au monde et d'agir en faveur de la paix. Il a réaffirmé son appui au peuple palestinien dans sa lutte pour la paix et l'autodétermination, espérant que les Palestiniens pourront bénéficier du mouvement lancé par le printemps arabe. Enfin, commentant les cinq propositions du Secrétaire général, le représentant a souligné le rôle crucial des femmes dans le monde et a apprécié l'appel lancé afin qu'elles prennent leur place dans les prises de décisions.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel